

# Israël, le grand mensonge

14 mai 2021 (73<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'État d'Israël) Par Chris Hedges, ScheerPost.com  
<https://consortiumnews.com/2021/05/14/chris-hedges-israel-the-big-lie/>

*Chris Hedges est journaliste. Lauréat du prix Pulitzer, il a été correspondant à l'étranger pendant 15 ans pour le New York Times, où il a occupé les postes de chef du bureau du Moyen-Orient et du bureau des Balkans. Il a auparavant travaillé à l'étranger pour le Dallas Morning News, le Christian Science Monitor et National Public Radio. Il est l'hôte de l'émission On Contact de Russia Today America, nominée aux Emmy Awards.*



*Drapeaux israéliens et US (Ted Eytan, Flickr)*

**Israël ne met pas en œuvre « le droit de se défendre » dans les territoires palestiniens occupés. Il se livre à des meurtres de masse, avec l'aide et la complicité des États-Unis.**

Presque tous les mots et expressions utilisés par les démocrates, les républicains et les têtes parlantes des médias pour décrire les troubles au sein d'Israël et qualifier l'assaut israélien le plus violent contre les Palestiniens depuis les attaques de 2014 sur Gaza, qui ont duré 51 jours et tué plus de 2 200 Palestiniens, dont 551 enfants, relèvent du mensonge. Israël, en employant sa machine militaire contre une population occupée qui ne dispose pas d'unités mécanisées, pas plus que d'une force aérienne, d'une marine, de missiles, d'artillerie lourde et d'un système de commandement et de contrôle, et tout ceci sans parler de l'engagement des États-Unis à fournir à Israël une aide à la défense de 38 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie, ne fait pas jouer son « droit de se défendre ». Il se rend coupable de meurtre de masse. C'est un crime de guerre. Israël a clairement fait savoir qu'il était prêt à détruire et à tuer aussi sauvagement aujourd'hui qu'en 2014. Le ministre israélien de la Défense, Benny Gantz, qui était le chef d'état-major lors de l'assaut meurtrier contre Gaza en 2014, a juré que si le Hamas « ne met pas fin à la violence, la frappe de 2021 sera plus violente et plus douloureuse que celle de 2014 ». Les attaques actuelles ont déjà pris pour cibles plusieurs tours résidentielles, dont des bâtiments qui abritaient plus d'une douzaine d'agences de presse locales et internationales, des bâtiments gouvernementaux, des routes, des installations publiques, des terres agricoles, deux écoles et une mosquée. J'ai passé sept ans au Moyen-Orient en tant que correspondant, dont quatre en tant que chef du bureau du Moyen-Orient du New York Times. Je suis arabophone. J'ai vécu des semaines entières à Gaza, la plus grande prison à ciel ouvert du monde, où plus de deux millions de Palestiniens survivent au bord de la famine, luttent pour trouver de l'eau potable et subissent la terreur constante d'Israël.



*Le lieutenant-général Benny Gantz fait le point avec les soldats, 2012. (Forces de défense israéliennes via Flickr)*



*De la fumée s'élève suite à des frappes aériennes israéliennes sur un bâtiment dans la ville de Gaza, jeudi 13 mai 2021. Les Palestiniens fatigués marquent sombrement la fin du mois sacré musulman du Ramadan, alors que le Hamas et Israël échangent davantage de roquettes et de frappes aériennes et que la violence judéo-arabe fait rage en Israël. [AP Photo/Hatem Moussa]*

J'ai été à Gaza lorsqu'elle était pilonnée par l'artillerie et les frappes aériennes israéliennes. J'ai vu des mères et des pères, pleurant de chagrin, bercer les corps ensanglantés de leurs fils et de leurs filles. Je sais les crimes de l'occupation



- les pénuries alimentaires causées par le blocus israélien, la surpopulation oppressante, l'eau contaminée, l'absence de services de santé, les pannes d'électricité quasi constantes dues au ciblage israélien des centrales électriques, la pauvreté invalidante, le chômage endémique, la peur et le désespoir. J'ai été témoin du carnage.



**Carte du Nord d'Israël**

La fausse équivalence entre les violences israélienne et palestinienne a trouvé un écho pendant la guerre que j'ai couverte en Bosnie. Ceux d'entre nous qui se trouvaient dans la ville assiégée de Sarajevo étaient pilonnés quotidiennement par des centaines d'obus lourds et de roquettes provenant des Serbes des alentours. Nous étions la cible de tirs de snipers. La ville comptait chaque jour quelques dizaines de morts et de blessés. Les forces gouvernementales à l'intérieur de la ville ripostaient par des tirs de mortiers légers et d'armes de petit calibre. Les partisans des Serbes ont exploité toutes les pertes causées par les forces gouvernementales bosniaques pour poursuivre leur sale petit jeu, bien que plus de 90 % des meurtres en Bosnie soient imputables aux Serbes, et c'est exactement la même chose qui se passe en Israël.

Le deuxième parallèle, peut-être le plus important, est que les Serbes, tout comme les Israéliens, ont été ceux qui violaient le droit international. Israël enfreint plus de 30 résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Il viole l'article 33 de la quatrième convention de Genève, qui qualifie de crime de guerre la sanction collective d'une population civile [Article 33. - Aucune personne protégée ne peut être punie pour une infraction qu'elle n'a pas commise personnellement. Les peines collectives, de même que toute mesure d'intimidation ou de terrorisme, sont interdites, NdT].

Il viole l'article 49 de la Quatrième Convention de Genève [ Article 49. -La Puissance occupante ne pourra procéder à la

déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire qu'elle occupe, NdT] pour avoir installé plus d'un demi-million d'Israéliens juifs sur des terres palestiniennes occupées et pour avoir procédé au nettoyage ethnique d'au moins 750 000 Palestiniens lors de la création de l'État d'Israël et de 300 000 autres après l'occupation de Gaza, de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie à la suite de la guerre de 1967. L'annexion de Jérusalem-Est et du plateau syrien du Golan viole le droit international, tout comme la construction en Cisjordanie d'une barrière de sécurité qui annexe de fait des terres palestiniennes à Israël. Elle viole la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies, qui stipule que les « réfugiés palestiniens qui souhaitent retourner dans leurs foyers et vivre en paix avec leurs voisins doivent être autorisés à le faire le plus tôt possible ».

Voilà, la vérité c'est ça. Tout autre angle d'attaque pour débattre de ce qui se passe entre Israël et les Palestiniens est un mensonge.

### ***Un État d'apartheid***



***Forces de police israéliennes à Lod, près de Tel Aviv, le 11 mai 2021. (Police israélienne, CC BY-SA 3.0, Wikimedia Commons)***

Autrefois dynamiques, le mouvement pacifiste et la gauche politique d'Israël, qui condamnaient et protestaient contre l'occupation israélienne lorsque je vivais à Jérusalem, sont moribonds. Le gouvernement de droite de Netanyahu, en dépit de sa rhétorique utilisant la lutte contre le terrorisme, a noué une alliance avec le régime répressif d'Arabie saoudite, qui lui aussi considère l'Iran comme un ennemi. L'Arabie saoudite, d'où venaient 15 des 19 pirates de l'air lors des attentats du 11 septembre, est connue pour être le financier le plus prolifique du terrorisme islamiste international, soutenant semble-t-il le djihadisme salafiste, base d'Al-Qaïda, et des groupes tels que les Talibans d'Afghanistan, le Lashkar-e-Taiba (LeT) et le Front Al-Nusra.

L'Arabie saoudite et Israël ont collaboré étroitement pour soutenir en Égypte le coup d'état militaire de 2013 dirigé par le général Adbul Fattah el Sisi. Sisi a renversé un gouvernement démocratiquement élu. Il a emprisonné pour raisons politiques des dizaines de milliers de détracteurs du gouvernement, notamment des journalistes et des défenseurs des droits humains. Le régime de Sisi collabore avec Israël en maintenant sa frontière commune avec Gaza fermée aux Palestiniens, les piégeant dans la bande de Gaza, l'un des endroits les plus densément peuplés de la planète. Le cynisme et l'hypocrisie d'Israël, surtout lorsqu'il se drape dans le manteau de la protection de la démocratie et de la lutte contre le terrorisme, atteignent des sommets.



En Israël, quand on n'est pas juif, on est soit citoyen de seconde zone, soit on vit sous une occupation militaire brutale. Israël n'est pas, et n'a jamais été, la patrie exclusive du peuple juif. Du 7e siècle jusqu'en 1948, lorsque les colons juifs ont eu recours à la violence et au nettoyage ethnique pour créer l'État d'Israël, la Palestine était très majoritairement musulmane. Elle n'a jamais été une terre vide. Les Juifs de Palestine étaient traditionnellement une infime minorité. Loin d'être un honnête médiateur pour la paix, les États-Unis ont financé, facilité et pris la défense des crimes d'Israël contre le peuple palestinien. Israël ne défend pas l'état de droit. Israël n'est pas une démocratie. C'est un État d'apartheid.



**Des soldats israéliens procèdent à la fouille d'un Palestinien à Tel Rumaida, poste de contrôle de Gilbert. (Friends123, CC0, Wikimedia Commons)**

Le fait que le mensonge d'Israël continue d'être approuvé par les élites dirigeantes - il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier entre les déclarations de Nancy Pelosi et celles de Ted Cruz quand il s'agit de défendre les crimes de guerre israéliens - et qu'il reste le fondement de toute discussion concernant Israël témoigne du pouvoir corrompteur de l'argent, dans ce cas celui du lobby israélien, et de la faillite d'un système politique reposant sur la corruption légalisée qui a abandonné son autonomie et ses principes au profit de ses principaux donateurs. C'est aussi un exemple frappant de la façon dont les projets expansionnistes des colons, et cela est vrai aux États-Unis, passent toujours par un génocide



culturel afin de pouvoir exister dans un état permanent de mythe et d'amnésie historique pour se légitimer.



### **Renforcer la relation entre Israël et les USA**

Le lobby israélien a utilisé sans vergogne son immense poids politique pour exiger que les Américains prêtent de facto un serment de loyauté à l'égard d'Israël. L'adoption par 35 législatures d'État d'une législation soutenue par le lobby israélien exigeant de leurs travailleurs et entrepreneurs qu'ils signent, sous peine de licenciement, un serment pro-Israël et promettent de ne pas soutenir le mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions est une caricature de notre droit constitutionnel en matière de liberté d'expression. Israël a fait pression sur le département d'État américain pour redéfinir l'antisémitisme selon un test en trois points connu sous le nom de "Trois D" : la formulation de déclarations qui « diabolisent » Israël ; des déclarations qui appliquent des « doubles standards » pour Israël ; des déclarations qui « délégitiment » l'État d'Israël. Cette définition de l'antisémitisme est encouragée par le lobby israélien dans les législatures des États et sur les campus universitaires.

Aux États-Unis, souvent sous la direction du ministère israélien des Affaires stratégiques, le lobby israélien espionne ceux qui se prononcent en faveur des droits des Palestiniens. Il mène des campagnes publiques de diffamation et inscrit sur une liste noire les défenseurs des droits des Palestiniens - y compris l'historien juif Norman Finkelstein; l'ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour les territoires occupés, Richard Falk, également juif, et les étudiants universitaires, dont beaucoup sont juifs, qui appartiennent à des organisations telles que Students for Justice in Palestine. Le lobby israélien a dépensé des centaines de millions de dollars pour manipuler les élections américaines, bien au-delà de tout ce qui est supposé avoir été dépensé par la Russie, la Chine ou tout autre pays. L'ingérence maladroite d'Israël dans le système politique américain, en tenant compte des agents et des donateurs qui ensemble pèsent des centaines de milliers de dollars en contributions de campagne dans chaque district du Congrès américain pour financer des candidats complaisants, est documentée dans la série en quatre parties d'Al-Jazeera « Le Lobby ». Israël a réussi à empêcher la diffusion de la série.

Dans le film, dont une copie pirate est disponible sur le site Electronic Intifada, les dirigeants du lobby israélien sont filmés à plusieurs reprises par la caméra cachée d'un journaliste qui explique comment, soutenus par les services de renseignement au sein d'Israël, ils attaquent et font taire les critiques américains et utilisent des dons massifs en espèces pour acheter des politiciens. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a réussi à obtenir une invitation pourtant anticonstitutionnelle du président de la Chambre de l'époque, John Boehner, afin de s'adresser au Congrès en 2015 pour dénoncer l'accord du président Barack Obama sur le nucléaire iranien. La défiance ouverte de Netanyahu à l'égard d'Obama et son alliance avec le Parti républicain n'ont cependant pas empêché ce dernier d'autoriser en 2014 une aide militaire de 38 milliards de dollars sur 10 ans à Israël, un triste constat de la façon dont la politique américaine est prisonnière des intérêts israéliens.

## Glissement vers l'extrême-droite de l'échiquier

Concernant les investissements d'Israël et de ses bailleurs de fonds, le jeu en vaut la chandelle, surtout si on considère que les États-Unis ont également dépensé plus de 6 000 milliards de dollars au cours des 20 dernières années pour mener des guerres futiles qu'Israël et son lobby ont poussé à mener au Moyen-Orient. Ces guerres constituent la plus grande débâcle stratégique de l'histoire américaine, accélérant le déclin de l'empire américain, mettant la nation en faillite à un moment de stagnation économique et de pauvreté grandissante, et dressant d'immenses parties du globe contre nous. Elles servent les intérêts d'Israël, pas les nôtres. Plus le récit mensonger d'Israël est adopté, plus les racistes, les bigots, les théoriciens du complot et les groupes haineux d'extrême droite à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël sont renforcés. Ce glissement constant vers l'extrême droite en Israël a favorisé une alliance entre Israël et la droite chrétienne, dont beaucoup sont antisémites. Plus Israël et le lobby israélien lancent des accusations d'antisémitisme contre ceux qui défendent les droits des Palestiniens, comme ils l'ont fait contre le leader du parti travailliste britannique Jeremy Corbyn, plus ils confortent les véritables antisémites.

Le racisme, y compris l'antisémitisme, est dangereux. Il n'est pas seulement mauvais pour les Juifs. Il l'est pour tout le monde. Il donne du pouvoir aux forces obscures de la haine ethnique et religieuse des extrêmes. Le gouvernement raciste de Netanyahu a noué des alliances avec des dirigeants d'extrême droite en Hongrie, en Inde et au Brésil, et avait noué des alliances étroites avec Donald Trump. Les racistes et les chauvins ethniques se nourrissent les uns des autres, et c'est quelque chose que j'ai pu observer lors des guerres en ex-Yougoslavie. Ils divisent les sociétés en polarisant des camps antagonistes qui ne parlent que le langage de la violence. Les djihadistes radicaux ont besoin d'Israël pour justifier leur violence, tout comme Israël a besoin des djihadistes radicaux pour justifier sa violence. Ces extrémistes sont des jumeaux idéologiques.



**Le 6 janvier 2009 : Gaza en feu, (Al Jazeera English, Flickr, CC BY-SA 2.0)**

Cette polarisation favorise l'émergence d'une société craintive et militarisée. Elle permet aux élites dirigeantes en Israël, comme aux États-Unis, de démanteler les libertés civiles au nom de la sécurité nationale. Israël organise des programmes de formation pour les policiers militarisés, y compris ceux des États-Unis. C'est aussi un acteur mondial dans l'industrie des drones, qui représente plusieurs milliards de dollars, et qui se trouve en directe concurrence avec la Chine et les États-Unis. Il supervise des centaines de start-ups de cybersurveillance dont, selon le journal israélien Haaretz, les innovations en matière d'espionnage ont été utilisées à l'étranger « pour localiser et détenir des militants des droits humains, persécuter des membres de la communauté LGBT, réduire au silence les citoyens qui critiquent leur gouvernement, et même fabriquer des cas de blasphème contre l'islam dans des pays musulmans qui n'entretiennent

pas de relations officielles avec Israël ».

Israël, tout comme les États-Unis, a été empoisonné par la psychose de la guerre permanente. Un million d'Israéliens, dont beaucoup sont parmi les plus éclairés et les plus instruits, ont quitté le pays. Les défenseurs des droits humains, les intellectuels et les journalistes les plus courageux - tant israéliens que palestiniens - font l'objet d'une surveillance permanente de la part du gouvernement, d'arrestations arbitraires et de campagnes de diffamation virulentes menées par le gouvernement. Des foules et des groupes d'autodéfense, y compris des voyous appartenant à des groupes de jeunes d'extrême droite comme Im Tirtzu, agressent physiquement des dissidents, des Palestiniens, des Arabes israéliens et des immigrants africains dans les bidonvilles de Tel Aviv. Ces extrémistes juifs ont pris pour cible les Palestiniens du quartier de Sheikh Jarrah, exigeant leur expulsion.

Ils sont soutenus par toute une série de groupes anti-arabes, dont le parti Otzma Yehudit, le descendant idéologique du parti Kach qui est interdit, le mouvement Lehava, qui appelle à l'expulsion de tous les Palestiniens d'Israël et des territoires occupés vers les États arabes environnants, et La Familia, des hooligans d'extrême droite. Lehava signifie « flamme » en hébreu et est l'acronyme de « Prévention de l'assimilation en Terre sainte ». Des foules de ces fanatiques juifs défilent dans les quartiers palestiniens, y compris à Jérusalem-Est occupée, protégés par la police israélienne, en criant aux Palestiniens qui y vivent « Mort aux Arabes », qui est également un hymne populaire lors des matchs de football israéliens.



***Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, n'exclut pas de devoir "venir à bout" du Hamas en cas d'échec de la "dissuasion". Reuters/Pool/Sebastian Scheiner***

Israël a fait adopter une série de lois discriminatoires à l'encontre des non-juifs qui font écho aux lois racistes de Nuremberg qui privaient les Juifs de leurs droits dans l'Allemagne nazie. La loi sur l'acceptation des communautés, par exemple, permet aux « petites villes exclusivement juives implantées dans la région de la Galilée en Israël de rejeter officiellement les candidats à la résidence pour des raisons d'adéquation avec la vision fondamentale de la communauté ». Le système éducatif israélien, dès l'école primaire, se sert de l'Holocauste pour présenter les Juifs comme d'éternelles victimes. Cette victimisation est une machine d'endoctrinement utilisée pour justifier le racisme, l'islamophobie, le chauvinisme religieux et la sacralisation de l'armée israélienne.

Il existe de nombreux parallèles entre les dérives qui frappent Israël et celles qui frappent les États-Unis. Les deux pays se dirigent à toute vitesse vers un fascisme du 21<sup>ème</sup> siècle, enveloppé d'un langage religieux, qui révoquera ce qui reste de nos libertés civiles et étouffera nos démocraties anémiques. L'incapacité des États-Unis à défendre l'État de droit, à exiger que les Palestiniens, impuissants et sans amis, même dans le monde arabe, se voient accorder les droits humains les plus fondamentaux, reflète l'abandon des personnes vulnérables au sein de notre propre société.

Je crains que nous ne nous dirigions vers la même voie que celle empruntée par Israël. Ce sera dévastateur pour les Palestiniens. Cela sera dévastateur pour nous. Et toute résistance, comme les Palestiniens nous le montrent courageusement, ne pourra venir que de la rue.